

**ASSOCIATION FRANÇAISE
DE L'ASSURANCE**



**Assurances de biens
et de responsabilité**

Etude

Avril 2015

L'assurance des catastrophes naturelles en 2013

A S S O C I A T I O N
F R A N Ç A I S E
D E L ' A S S U R A N C E

Ce document est la propriété exclusive de l'AFA et est protégé par le droit d'auteur. La reproduction, la représentation et la diffusion de tout ou partie de ce document ne peuvent se faire, en dehors du périmètre de la société ou de l'organisme destinataire de ce document, qu'avec l'autorisation de la direction émettrice de l'AFA.

Direction des études et des statistiques de l'AFA
26, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09
E-mail : statdom@ffsa.fr
www.ffsa.fr - www.gema.fr

LES CATASTROPHES NATURELLES EN 2013

SYNTHESE

Sous l'impulsion de la hausse des primes dommages aux biens des particuliers (+4,1 %), le montant des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles* progresse de 2,3 % en 2013 pour s'établir à 1 520 M€.

Le résultat du compte technique augmente quant à lui de 103 % par rapport à 2012 pour s'établir à 138 M€. Cette hausse du résultat technique provient pour l'essentiel de l'accroissement des ressources apportées par les cotisations et les produits financiers dans la mesure où la baisse des prestations (- 139 M€) est largement compensée par le renchérissement du coût de la réassurance (+ 121 M€).

Cette évolution est à rapprocher de la sinistralité relativement clémente qu'enregistre la branche depuis deux ans. Pour l'exercice 2013, la charge des sinistres s'établit à 590 M€ correspondant à un rapport sinistres à primes de 39 %. Les risques d'entreprises ont été relativement plus touchés que les particuliers (S/P respectifs de 44 % et 35 %) avec un coût moyen des sinistres relativement élevé.

45 % des indemnités versées en 2013 par les assureurs sont consécutifs aux importantes inondations qui ont touché le département des Hautes-Pyrénées au mois de juin. Les dégâts engendrés totalisent 270 M€ d'indemnités ce qui représente pour le département plus de 32 années de cotisations.

A fin 2013, l'évaluation du coût global de la sécheresse atteint 5,8 Mds d'euros, soit un tiers du total des indemnités versées par le régime catastrophes naturelles depuis sa mise en place en 1982.

Les résultats de l'exercice 2014 s'annoncent d'ores et déjà en forte dégradation à la suite notamment des inondations du Var de janvier et de la succession en automne de plusieurs épisodes cévenols. Au total, la charge globale de l'exercice 2014 devrait dépasser un milliard d'euros contre 590 M€ l'année précédente.

* cf. définition du régime des catastrophes naturelles page suivante

CHIFFRES CLES 2013

⇒ Données comptables

◆ Montant des cotisations	1 520 M€
◆ Evolution des cotisations /2012	+ 2,3 %
◆ Montant de la charge des prestations	619 M€
◆ Evolution de la charge des prestations /2012 (Tous exercices de survenance)	- 18,3 %
◆ Solde du compte C1 (en % des cotisations)	+ 9,1 %
◆ Solde du compte C1	+ 138 M€
◆ Evolution du solde du compte C1 /2012	+ 70 M€
◆ Provisions d'égalisation des assureurs directs	204 M€
<i>Provisions CCR</i>	2 559 M€

⇒ Sinistralité

◆ Fréquence des sinistres	0,7 %
◆ S/P (vu en fin de première année)	39 %
◆ Evaluation du coût de la sécheresse (<i>vu fin 2013</i>)	5,8 milliards d'€

PRESENTATION

Le régime légal des catastrophes naturelles

Aux termes de la loi initiée en juillet 1982, sont considérés comme effets des catastrophes naturelles « les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises » (Article L. 125-1 alinéa 3 du Code des assurances). Les événements le plus souvent constatés sont les inondations, les coulées de boue, la sécheresse et, dans une moindre mesure, l'action mécanique des vagues, les glissements et affaissements de terrain, les avalanches, raz de marée et les tremblements de terre.

Les dommages causés par le vent ont été définitivement écartés du champ d'application du régime des catastrophes naturelles par la loi du 25 juin 1990. En effet, cette loi a permis la généralisation de la garantie tempête en rendant obligatoire la couverture des dommages résultants des effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones pour toute personne détentrice d'un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie.

En assurant ses biens contre l'incendie, les dégâts des eaux, le vol..., l'assuré est automatiquement couvert contre les dégâts dus aux catastrophes naturelles. La garantie catastrophes naturelles prévoit la prise en charge des dommages matériels causés aux biens assurés et à eux seuls. Elle joue seulement si un arrêté interministériel paru au Journal officiel constate l'état de catastrophe naturelle.

Cette étude a été réalisée à partir des données recueillies dans l'enquête spécifique sur les catastrophes naturelles adressée aux sociétés membres de l'AFA, complétées par les informations provenant des états comptables réglementaires.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : Données comptables	p. 3
1. Poids économique et évolution	p. 3
2. Résultats comptables	p. 4
PARTIE 2 : Analyse de la sinistralité sur la période 1982-2013	p. 9
1. Comparatif international	p. 9
2. Evénements survenus en 2013	p. 10
3. Analyse de la sinistralité depuis 1982	p. 13
4. Les inondations	p. 17
5. La sécheresse	p. 19
6. Résultats catastrophes naturelles par département	p. 22
ANNEXES :	p. 27
1. Les résultats comptables et techniques.....	p. 28
2. Historique des fréquences des sinistres par catégories d'assurés	p. 34

1^{ERE} PARTIE : DONNEES COMPTABLES

Les données comptables étudiées dans cette première partie sont issues des états comptables C1, C10 et C11. Les résultats sont extrapolés sur la base de 100 % du marché national après réintégration des cotisations des succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

1. POIDS ECONOMIQUE ET EVOLUTION

Le montant des cotisations émises en 2013 au titre de l'assurance des catastrophes naturelles s'élève à 1,5 milliard d'euros, représentant 3 % des cotisations de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité.

♦ Evolution des cotisations depuis 10 ans (primes nettes)

Source : Etats comptables C1

Année	Catastrophes naturelles	
	Cotisations* (en M€)	Variation (en %)
2004	1 292	+ 3,7
2005	1 323	+ 2,4
2006	1 322	- 0,2
2007	1 349	+ 2,0
2008	1 377	+ 2,1
2009	1 338	- 2,8
2010	1 351	+ 1,0
2011	1 418	+ 5,0
2012	1 486	+ 4,8
2013	1 520	+ 2,3

* Depuis 1995, les chiffres donnés sont les chiffres officiels complétés par une estimation pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

♦ Répartition des cotisations selon la catégorie d'assurés

Source : états comptables C1

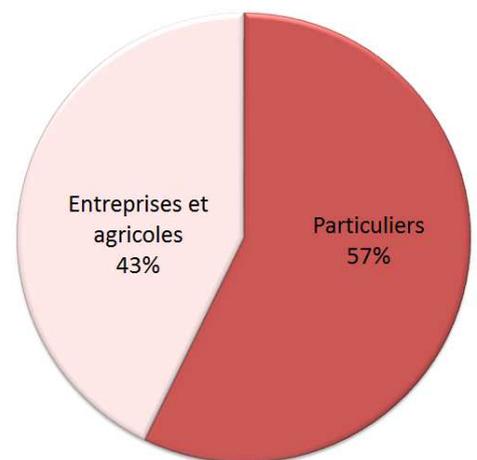
La cotisation catastrophes naturelles correspond à un taux uniforme de surprime de :

↳ 12 % sur l'assurance dommages aux biens des particuliers et des professionnels,

↳ 6 % sur les garanties vol et incendie d'un véhicule ou à défaut 0,5 % sur la garantie dommages en automobile.

Son évolution dépend donc de celle de ces branches d'assurances.

La répartition des cotisations est estimée à 870 M€ pour les particuliers et 650 M€ pour les professionnels (y compris risques agricoles soumis au régime des catastrophes naturelles).



2. RESULTATS COMPTABLES

Source : états comptables C1

Chiffres extrapolés à 100 % du marché national y compris succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne.

2.1. Principaux postes du compte de résultat technique

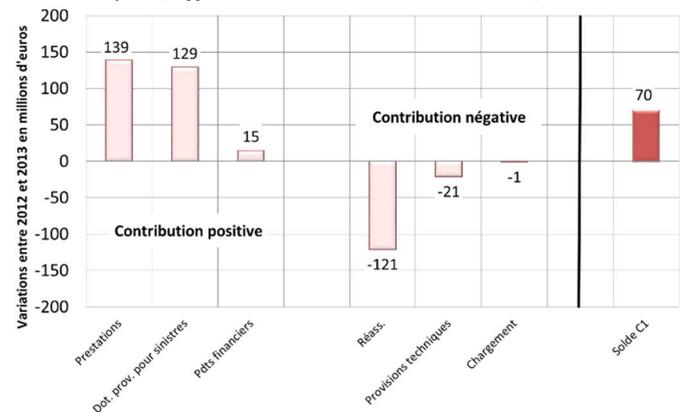
Poste	2010		2011		2012		2013	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
● Primes nettes	1 351	100	1 418	100	1 486	100	1 520	100
● Produits financiers alloués	65	4,8	48	3,4	46	3,1	61	4,0
● Charge des Prestations*	1 445	106,9	645	45,5	758	51,0	619	40,7
⇒ dont Sin. payés (nets de recours)*	1 432	106,0	677	47,8	605	40,7	574	37,7
⇒ dont Dot. aux provisions pour sinistres**	94	7,0	-32	-2,3	138	9,3	9	0,6
⇒ dont Dot. aux provisions techniques	-81	-6,0	0,0	0,0	15	1,0	36	2,4
● Frais d'acquisition	144	10,7	147	10,4	152	10,2	152	10,0
● Frais d'administration	85	6,3	86	6,1	92	6,2	93	6,1
● Charge de la réassurance	-87	-6,4	511	36,0	442	29,8	563	37,1
➔ Résultat technique	-188	-13,9	51	3,6	68	4,6	138	9,1

(*) Y compris les frais de gestion des sinistres

(**) Dotations nettes de recours

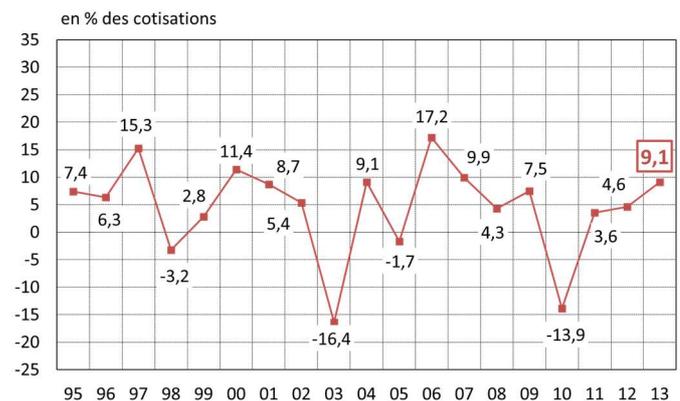
La baisse de la charge des prestations, qui provient essentiellement de la baisse des dotations aux provisions pour sinistres, est largement compensée par l'alourdissement du coût de la réassurance.

◆ Contribution des différents postes du compte de résultat technique (différentiel 2012 – 2013 en M€)



◆ Evolution du solde technique depuis 1995 (en % des primes nettes)

Au final, c'est davantage l'augmentation des cotisations et des produits financiers qui contribue à la progression de 70 M€ du résultat du compte technique qui s'établit à 138 M€ soit 9,1% des cotisations de l'année.



2.2 La sinistralité

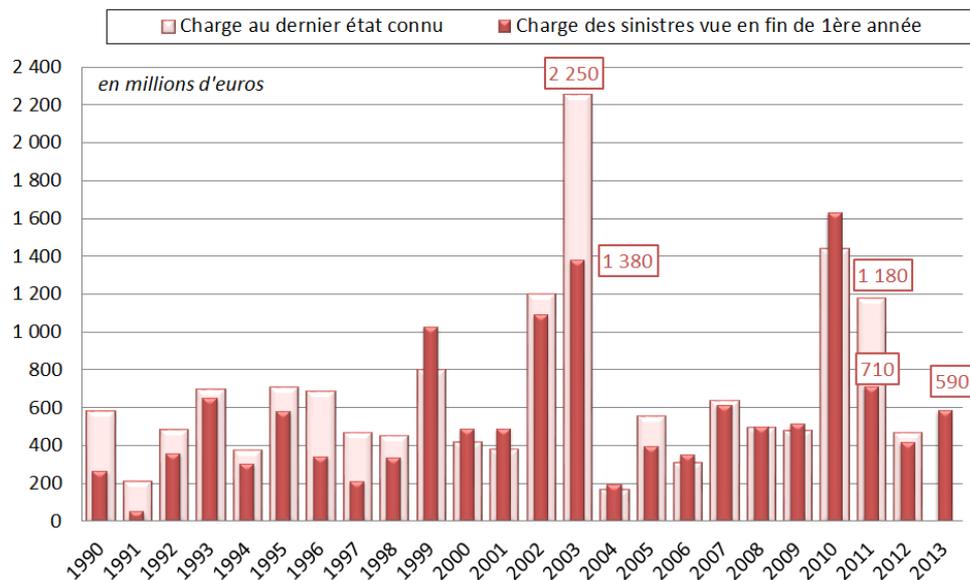
♦ Evolution de la charge des sinistres

La charge de prestations des catastrophes naturelles s'élève à 619 millions d'euros en 2013. Cette charge se répartit en :

- 574 millions d'euros au titre des sinistres payés (nets de recours y compris frais de gestion de sinistres) ;
- 9 millions d'euros au titre des dotations aux provisions de sinistres nettes de recours ;
- 36 millions d'euros au titre des dotations aux provisions d'égalisation (assimilées aux dotations aux provisions techniques).

La charge de prestations correspondant à l'exercice de survenance 2013 est évaluée quant à elle à 590 millions d'euros.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la charge des sinistres depuis 1990 par exercice de survenance (charge vue au 1^{er} inventaire et au dernier état connu).



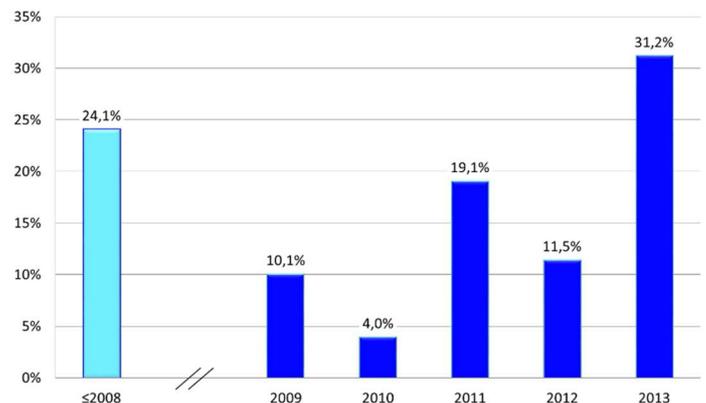
Ce graphique permet de visualiser l'impact des sinistres sécheresse sur les comptes des assureurs. Ainsi, pour les exercices 1990, 1996 et 1997, la charge des sinistres a plus que doublé entre le 1^{er} inventaire et le dernier état connu, celle de 2003 a été réévaluée de plus de 60 % et celle de 2005 de 40 %. Pour l'exercice 2011 vu en fin de 3^{ème} année, la réévaluation atteint déjà 66 %.

♦ Répartition de la charge des sinistres payés en 2013

Hors sinistres sécheresse, la charge des sinistres catastrophes naturelles est liquidée les premières années. Aussi, les flux correspondant aux exercices 2008 et antérieurs concernent-ils essentiellement la sécheresse.

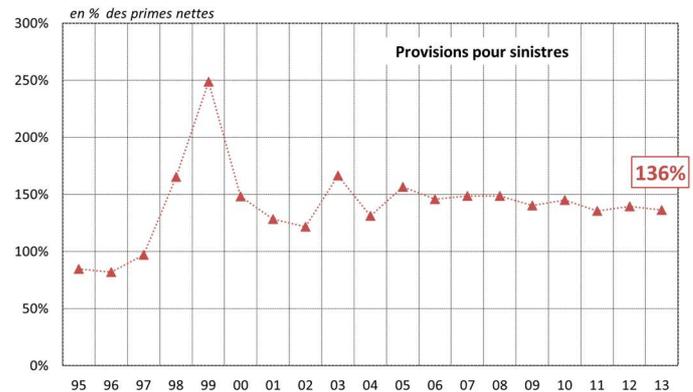
La moitié des paiements effectués en 2013 concernent des événements survenus en 2011 (19,1 %) et en 2013 (31,2 %).

Source : Etats C11



♦ *Evolution des provisions de sinistres (stock au 31/12 de l'année n en % des primes)*

En 2013, le stock de provisions pour sinistres s'établit à 2 074 M€ en hausse de 0,1 % par rapport à celui vu fin 2012. Il correspond à 1,36 fois le montant des primes nettes de l'année, proportion relativement stable depuis 2006.



2.3. Liquidation de la charge des sinistres catastrophes naturelles

Nota : l'historique depuis 1984 de ces tableaux se trouve en annexe.

♦ *Triangle des rapports sinistres à primes (en %)*

Source : états comptables C10

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1 ^{ère} année	27	46	36	38	121	50	28	39
2 ^{ème} année	24	47	41	31	117	80	32	
3 ^{ème} année	25	48	40	36	108	83		
4 ^{ème} année	24	47	37	36	107			
5 ^{ème} année	24	47	36	36				

Tous exercices confondus, les comptes 2013 laissent apparaître un boni de liquidation de 5 M€ sur les exercices antérieurs (montant extrapolé à 100 % du marché national).

♦ *Part des paiements réalisés dans l'ensemble de la charge (au dernier état connu)*

Source : états comptables C10

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1 ^{ère} année	10	26	22	18	58	10	19	31
2 ^{ème} année	39	56	64	45	79	24	32	
3 ^{ème} année	42	64	74	47	89	33		
4 ^{ème} année	52	74	84	59	93			
5 ^{ème} année	62	81	90	73				
Coût global (derniers états connus en M€)	315	640	500	480	1 440	1 180	470	590

Deux facteurs influencent de façon essentielle la liquidation de la charge des sinistres :

- l'aspect plus ou moins tardif dans l'année des principales catastrophes naturelles (ex : les inondations de novembre 2011 dans le sud de la France).
- la part des indemnités des sinistres liés à la sécheresse (exemple : l'exercice 2011).

2.4. Les provisions d'égalisation

◆ Les provisions d'égalisation (en M€)

Source : états comptables C1 (autres provisions techniques à la clôture) et rapport annuel de la CCR

Le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs vu fin 2013 augmente de 22 % par rapport à 2012 ; il représente 13,4 % des cotisations émises.

En millions d'euros	2009	2010	2011	2012	2013
Assureurs directs	240	156	158	167	204
CCR	2 026	1 932	2 259	2 512	2 559

2.5. La réassurance

◆ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

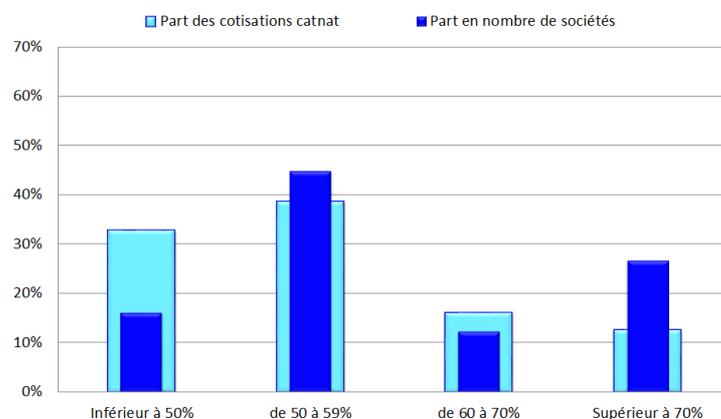
Source : états comptables C1. Avertissement : les données ci-après ne sont pas corrigées des cessions intra-groupe.

La part des cotisations catastrophes naturelles cédées aux réassureurs baisse de 1,6 point en 2013 pour s'établir à 55,3 % soit 841 M€.

(en %)	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Part des cotisations cédées aux réassureurs	58,0	58,6	55,4	57,0	56,9	55,3

◆ Répartition des sociétés d'assurances en fonction de la part des cotisations cédées aux réassureurs en 2013

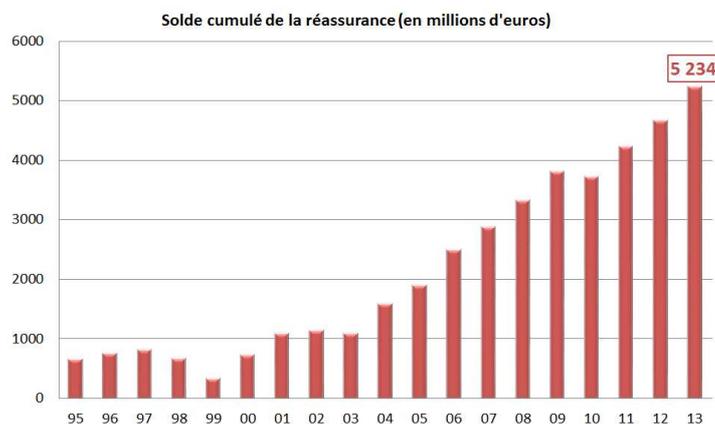
Plus de la moitié des sociétés analysées (57 %) cèdent entre 50 et 70 % de leurs primes ; elles représentent 55 % du chiffre d'affaires de la branche.



◆ Evolution du solde cumulé de la réassurance

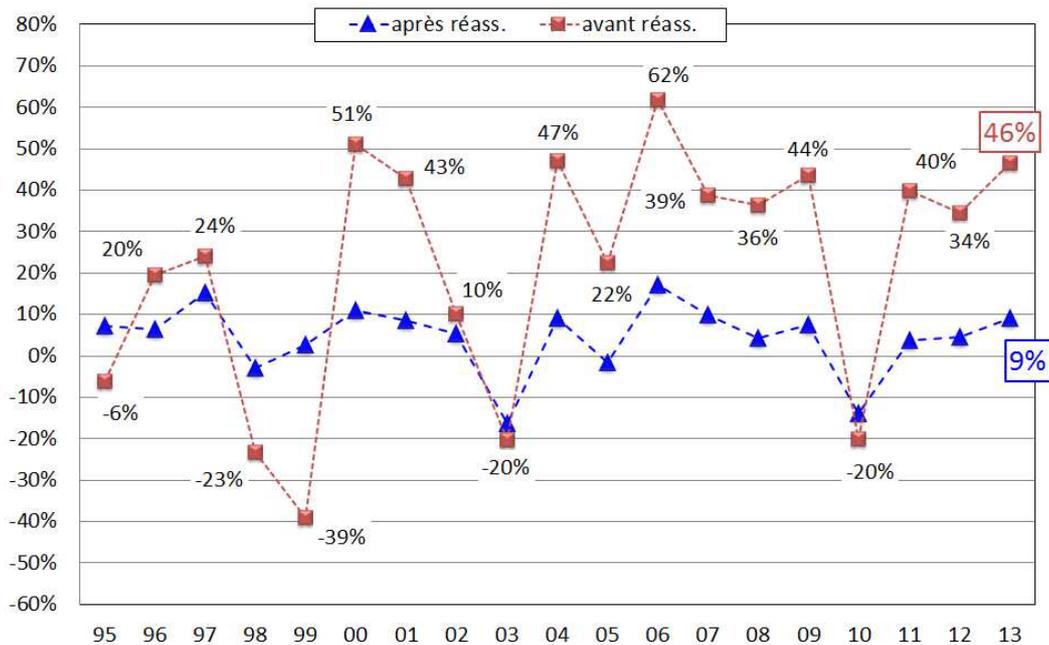
Source : états comptables C1

Après trois années de faible sinistralité, le solde cumulé (primes cédées – charges) de la réassurance des catastrophes naturelles a augmenté de 1,5 Md€ depuis 2010 pour s'établir à 5,2 milliards d'euros, soit une hausse de 40,8 %.



◆ *Impact de la réassurance sur le résultat technique*

Source : états comptables C1



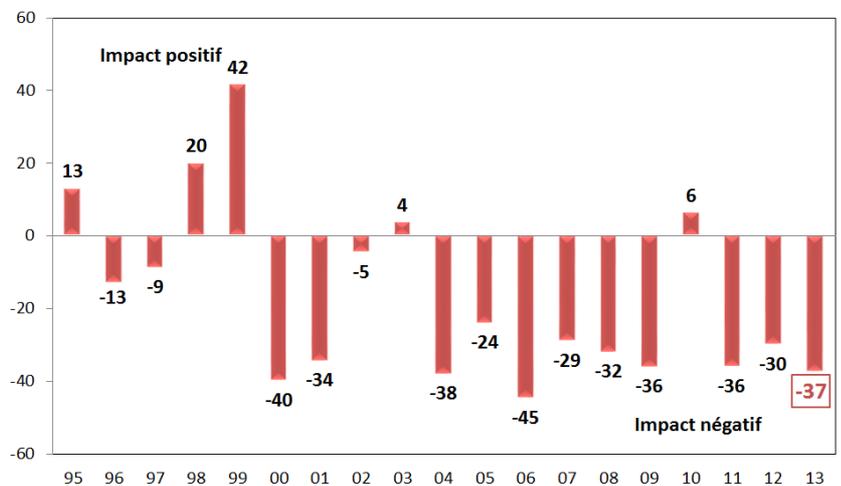
Le résultat technique est représenté ci-dessus en pourcentage des primes avant et après réassurance. L'effet lissant de la réassurance est bien visible.

◆ *Impact de la réassurance sur le ratio combiné comptable*

Source : états comptables C1

L'impact de la réassurance est exprimé en différentiel de points sur le ratio combiné comptable.

Lecture : en 2011, la réassurance a permis d'améliorer de 6 points le ratio combiné comptable.



A la suite de la réforme du régime des catastrophes naturelles intervenue fin 1999, la charge de la réassurance s'est alourdie du fait de la forte augmentation du montant des primes cédées (+ 54 % entre 1999 et 2000). En effet, le taux de surprime est passé de 9 à 12 %, hausse à laquelle s'est ajoutée la suppression des commissions reçues des réassureurs.

2^{EME} PARTIE : ANALYSE DE LA SINISTRALITE CATASTROPHES NATURELLES SUR LA PERIODE 1982-2013

1. COMPARATIF INTERNATIONAL

Source : Swiss Ré – Sigma n° 1/2014

En 2013, 150 catastrophes naturelles majeures ont été recensées dans le monde, elles ont généré des sinistres pour 37 milliards USD de dommages assurés, le plus faible niveau de sinistres depuis 2009, qui s'inscrit bien en dessous de la moyenne d'environ 55 milliards USD, corrigée de l'inflation, des 10 années précédentes, ces catastrophes ont fait 20 000 victimes⁽¹⁾.

➤ Les catastrophes naturelles les plus coûteuses en 2013 dans le monde

Date/début	Événement	Pays	Victimes ⁽¹⁾	Dommages assurés (en M\$)
27/05/2013	Inondations	Allemagne, République Tchèque, Autriche et Slovaquie	25	4 134
19/06/2013	Inondations	Canada	4	1 882
21/01/2013	Cyclone Oswald, inondations	Australie	6	983
13/09/2013	Ouragan Manuel	Mexique	169	947
08/07/2013	Violentes tempêtes, inondations	Canada	-	888

⁽¹⁾ Morts ou disparus

➤ Les 10 catastrophes naturelles les plus coûteuses dans le monde depuis 1970

Dans cet historique des catastrophes naturelles les plus coûteuses enregistrées depuis 1970, huit ont eu lieu dans les deux dernières décennies.

Date	Événement	Pays	Victimes ⁽¹⁾	Dommages assurés en millions de \$ (constant 2013)
25/08/2005	Ouragan Katrina	USA, Bahamas, Atlantique Nord, golfe du Mexique	1 836	80 373
11/03/2011	Séisme (M _w 9.0), tsunami	Japon	19 135	37 665
24/10/2012	Ouragan Sandy	USA	237	36 890
23/08/1992	Ouragan Andrew	USA, Bahamas	43	27 594
17/01/1994	Séisme de Northridge (M _w 6.6)	USA	61	22 857
06/09/2008	Ouragan Ike	USA, Caraïbes, golfe du Mexique	136	22 751
02/09/2004	Ouragan Ivan	USA, Caraïbes, Barbade	181	17 218
27/07/2011	Mousson, inondations	Thaïlande	124	16 519
22/02/2011	Séisme (M _w 6.3), répliques	Nouvelle-Zélande	815	16 142
19/10/2005	Ouragan Wilma	USA, Mexique, Jamaïque et Haïti	35	15 570

Les dommages causés par le passage d'un ouragan incluent à la fois ceux dus à l'onde de tempête et aux inondations.

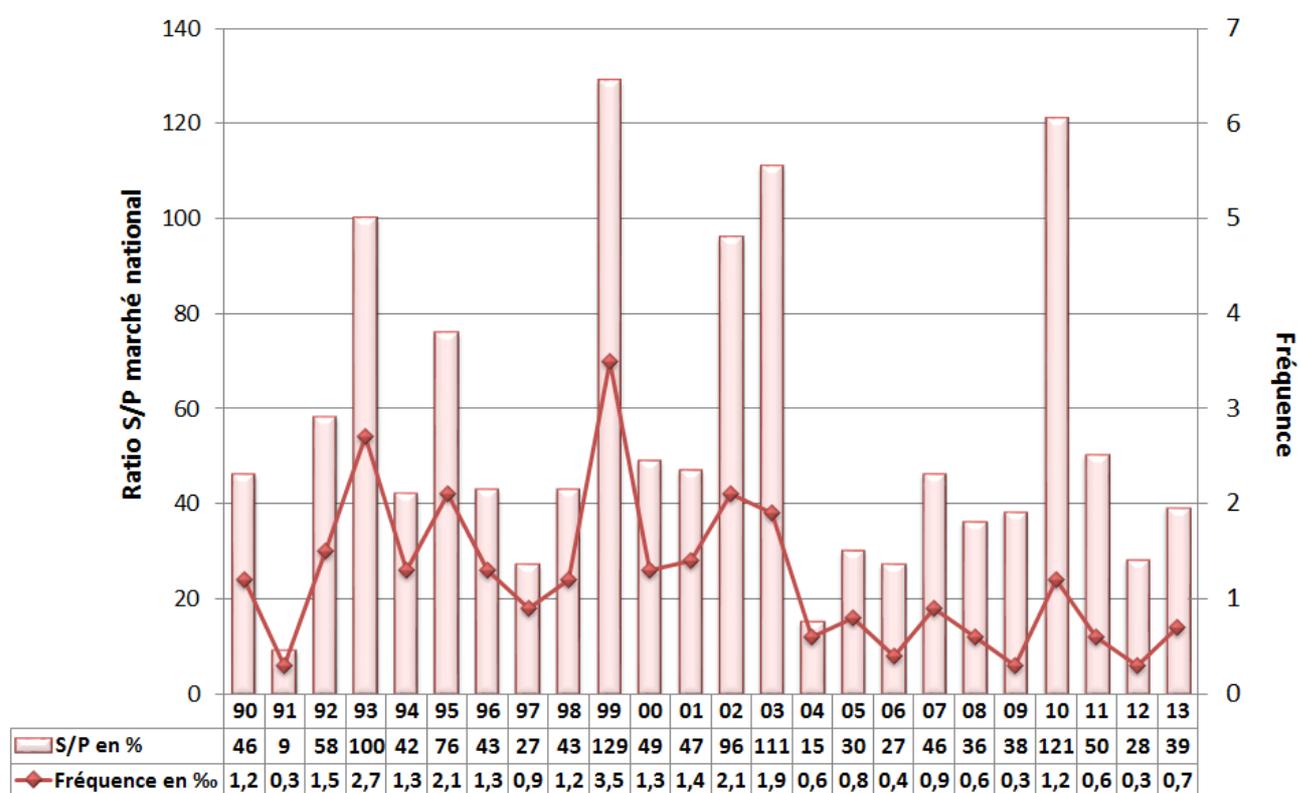
2. EVENEMENTS SURVENUS EN 2013

Les résultats présentés dans cette partie sont issus de l'enquête spécifique annuelle réalisée auprès des sociétés adhérentes à l'AFA. Trente-neuf sociétés ont transmis leurs résultats, elles représentent 81 % des cotisations perçues par le marché national. Comme il s'agit de chiffres vus en fin de première année, **ils reflètent principalement la sinistralité inondation**. Ces données sont par ailleurs complétées par l'exploitation de l'historique des arrêtés catastrophes naturelles (source CCR).

2.1. Historique du rapport sinistres à primes et de la fréquence depuis 1990 (vu en fin de 1^{ère} année)

Nota : Le ratio S/P provient des états comptables C10, la fréquence est celle issue de l'enquête AFA.

La fréquence 2013 des sinistres catastrophes naturelles (au niveau France entière et hors automobile) s'établit à 0,7 ‰, en hausse de 0,4 point par rapport à l'exercice précédent.



Le ratio S/P s'établit quant à lui à 39 %, en hausse de 11 points par rapport à celui de 2012 (28 %).

2.2. Fréquence et coût moyen des sinistres (par exercice de survenance vu en fin de 1^{ère} année)

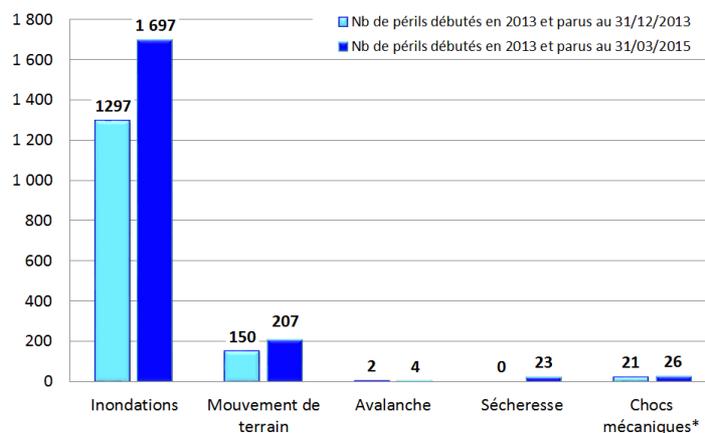
Nota : ensemble des dommages aux biens hors automobile

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Fréquence des sinistres (en ‰)	0,6	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7
Sinistre moyen (en milliers d'euros)	6,4	6,0	11,5	6,8	8,6	8,3	24,3	10,8	8,4	13,6

♦ *Nombre de communes sinistrées en fonction de la nature du péril ayant débuté en 2013*

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

En 2013, 87 % des communes sinistrées l'ont été à cause des inondations, vient ensuite le mouvement de terrain (10 % des périls).



* Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

2.3. Distribution des sinistres selon leur coût individuel

Nota : ensemble des dommages aux biens hors automobile

Les montants et pourcentages ci-dessous sont exprimés par exercice de survenance.

Coût individuel (en K€)	% des dossiers					% sur l'ensemble des indemnités				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
- de 1,5	34,4	23,8	35,6	40,1	33,7	2,0	0,6	2,5	2,2	1,3
1,5 à 15	58,2	51,5	55,0	52,0	55,2	31,4	11,9	25,5	32,6	18,3
15 à 75	5,9	18,2	6,9	6,5	8,6	23,5	26,7	23,0	25,5	17,4
75 à 150	0,9	3,9	1,6	0,9	1,2	12,0	17,3	15,1	11,2	8,2
150 et +	0,6	2,5	0,9	0,5	1,3	31,1	43,5	33,9	28,5	54,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Lors des inondations survenues dans le sud-ouest en juin 2013, de nombreux sinistres graves ont été enregistrés, ce qui se traduit par une augmentation sensible par rapport aux années précédentes du poids en nombre et en montant des sinistres dont le coût est supérieur à 150 k€.

2.4. Résultats par catégorie d'assurés

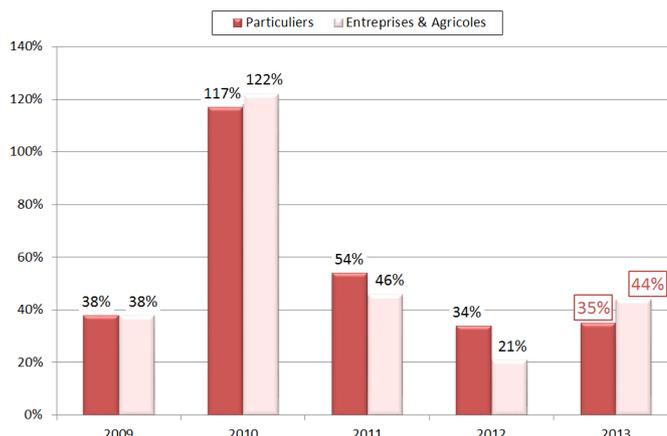
♦ *Fréquence et sinistre moyen vus en fin de première année*

Nota : dommages aux biens hors automobile

	Fréquence des sinistres (en %)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Particuliers	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7	6,5	17,3	8,2	5,9	8,0
Entreprises et agricoles	0,6	1,7	1,1	0,4	0,7	11,6	63,4	33,0	25,6	66,2

♦ Ratios S/P (en %) vus en fin de première année

Sur l'ensemble de l'exercice 2013, le ratio S/P s'établit à 39 %, et respectivement à 35 % et 44 % pour les particuliers et les entreprises. La charge correspondante est de 305 M€ pour les particuliers et 285 M€ pour les entreprises y compris agricoles.

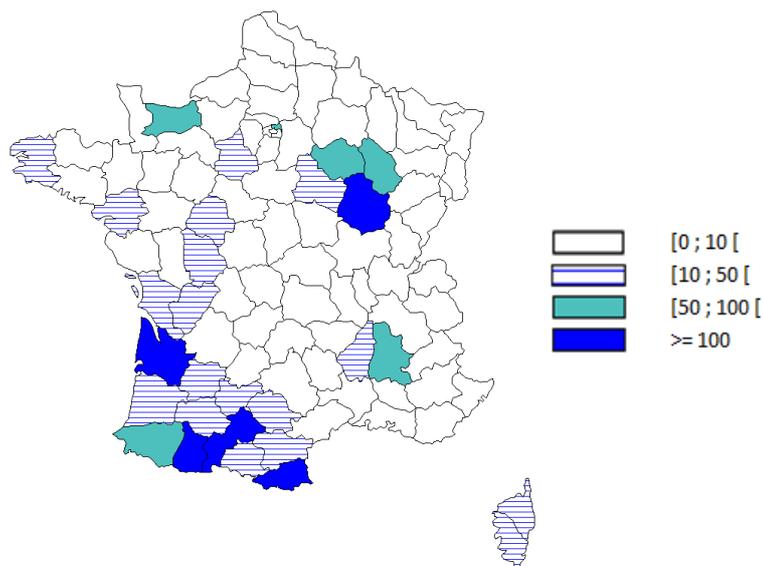


2.5. Ventilation géographique des résultats de l'exercice

Avertissement : les sociétés ayant ventilé leurs résultats par départements totalisent 66 % des cotisations et présentent un rapport S/P inférieur à la moyenne nationale.

♦ Rapport S/P par département en 2013

	Rapport S/P en %
Minimum (19, 23, 48, 55)	0,0
1 ^{er} quartile	0,9
Médiane	3,1
Moyenne	50,0
3 ^{ème} quartile	12,1
9 ^{ème} décile	63,4
Maximum (65)	3 155,2
Ecart type	322,3



En 2013, le rapport S/P maximum s'établit à 3 155 % pour le département des Hautes-Pyrénées; ce département a connu des pluies torrentielles combinées à une fonte du manteau neigeux qui ont provoqué des inondations en juin 2013 dont le coût global a été évalué à 270 M€.

La Bourgogne a également été touchée par des inondations en mai 2013.

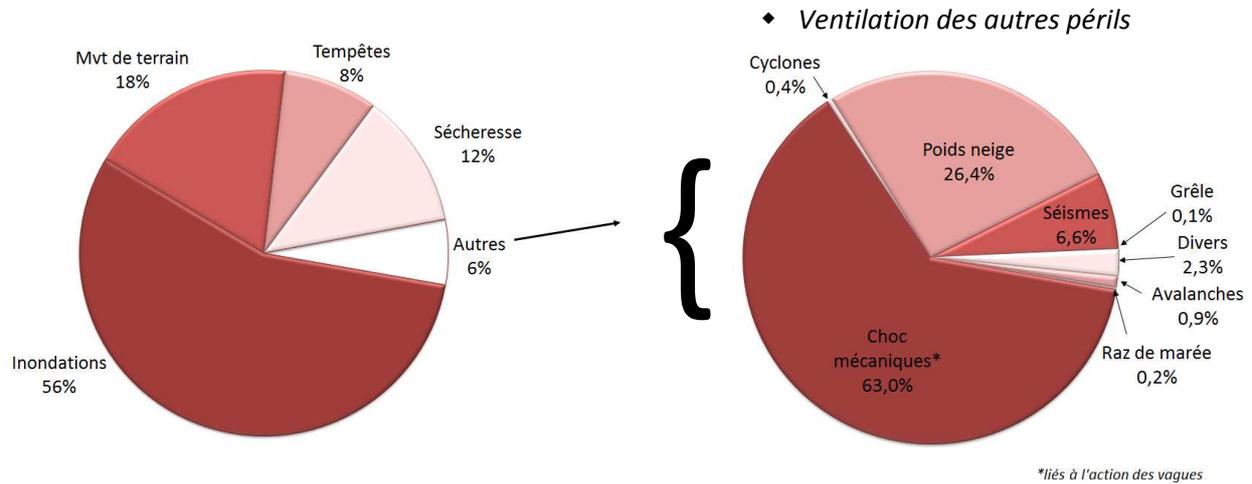
3. ANALYSE DE LA SINISTRALITE DEPUIS 1982

3.1. Dénombrement des communes sinistrées depuis 1982

Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 31 mars 2015

♦ Répartition des arrêtés par nature de périls (cumul 1982-2013)

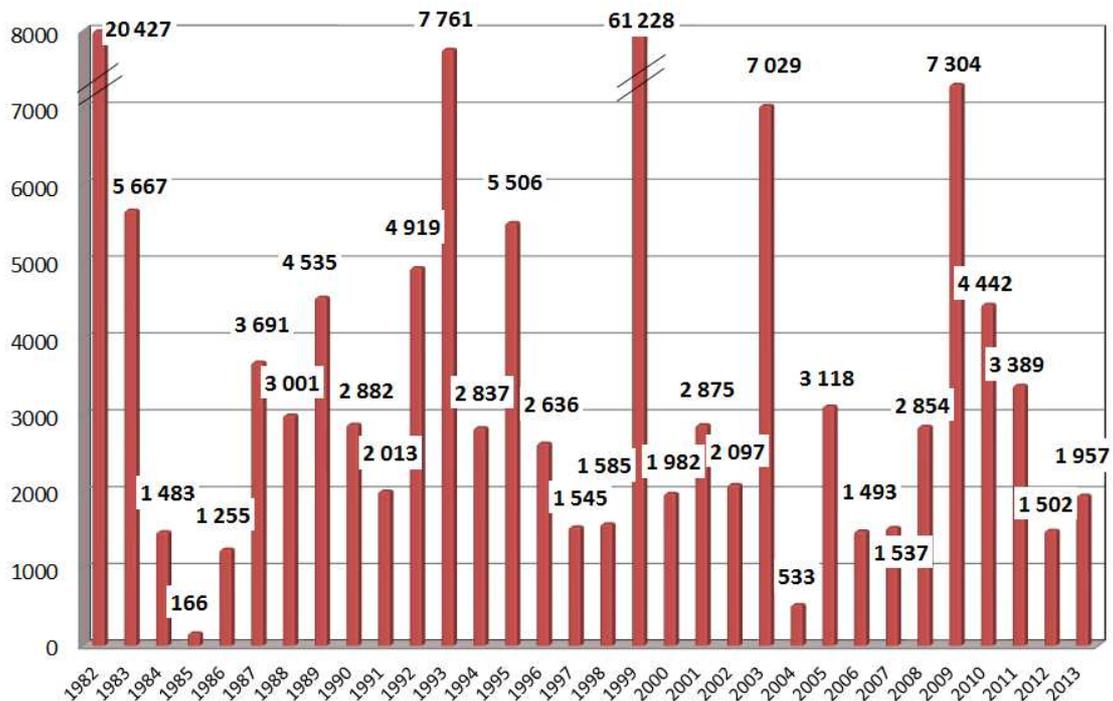
Nota : une commune sinistrée est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.



Hors sinistres Tempête Grêle Neige, les inondations représentent 62 % des arrêtés publiés.

♦ Evolution du nombre de communes sinistrées par année de début de l'événement depuis 1982

Nota : une commune est répertoriée chaque année autant de fois que d'arrêtés parus.



Au total, sur les 36 552 communes que comptabilise la France, 99,7 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un arrêté catastrophes naturelles depuis 1982.

♦ *Les modulations de franchise*

La récurrence d'événements affectant une même commune a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des plans de prévention (PPR). L'absence de PPR conduisant en cas de nouvelle catastrophe à une modulation de la franchise.

L'article A125-1 énonce que, dans une commune non dotée d'un PPR pour le risque faisant l'objet d'un arrêté catastrophes naturelles, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés intervenus pour le même risque et comptabilisés sur les 5 ans précédant la date de la nouvelle constatation (hors tempête 1999).

Les articles A 125-1 et A 125-2 du Code reprennent le principe de la modulation suivant :

- 1er et 2ème arrêté : application de la franchise ;
- 3ème arrêté : doublement de la franchise ;
- 4ème arrêté : triplement de la franchise ;
- 5ème arrêté et suivants : quadruplement de la franchise.

La modulation ne s'applique pas si un PPR est approuvé. Le délai d'approbation du PPR est de 4 ans (arrêté du 4 août 2003) à compter de la date de prise de l'arrêté prescrivant le Plan (si le PPR n'est pas approuvé pendant ce délai, le principe de la modulation des franchises s'applique alors).

Le tableau suivant montre la répartition du nombre de communes en fonction de la modulation de franchise maximum appliquée pour les événements inondation et sécheresse.

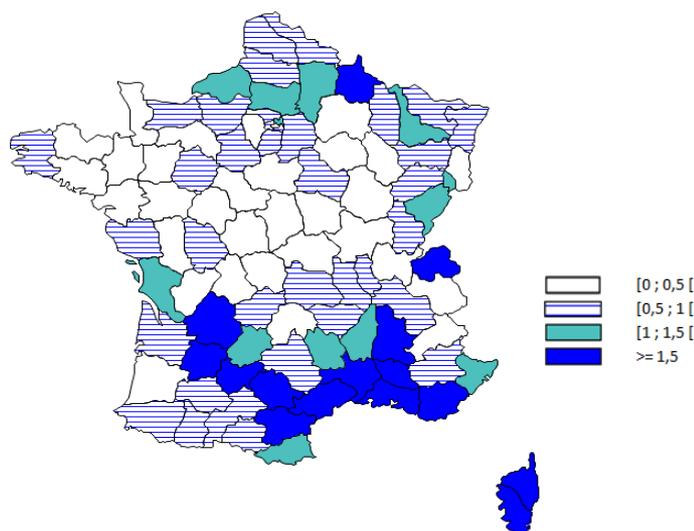
Franchise applicable	Nombre de communes									
	Inondations					Sécheresse				
	Vu fin 2009	Vu fin 2010	Vu fin 2011	Vu fin 2012	Vu fin 2013	Vu fin 2009	Vu fin 2010	Vu fin 2011	Vu fin 2012	Vu fin 2013
Doublée	568	552	561	554	532	172	197	207	344	348
Triplée	169	166	166	164	154	87	89	88	103	98
Quadruplée	38	38	36	36	35	43	44	44	44	40

3.2. Ventilation géographique des résultats sur la période 1988-2013

Nota : sont récapitulés ci-dessous les résultats cumulés sur l'ensemble de la période 1988-2013. Il s'agit de statistiques observées en fin de 1ère année, c'est donc principalement **le péril inondation** qui est appréhendé.

♦ *Fréquence départementale des sinistres cumulée 1988-2013*

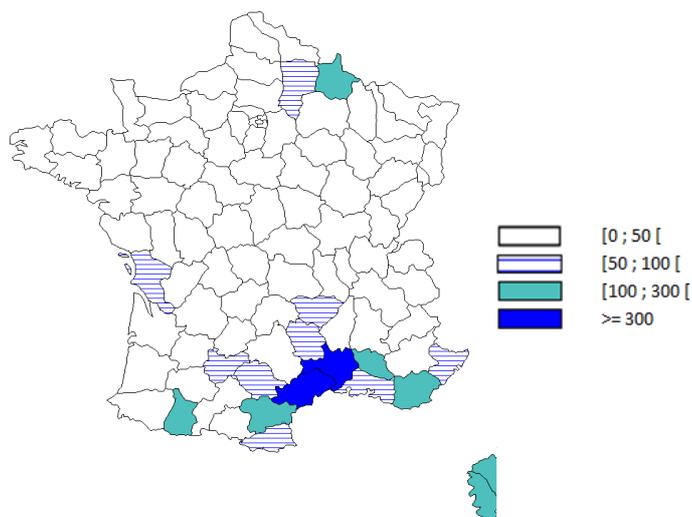
	Fréquence des sinistres cumulée en ‰
Minimum (23)	0,1
1 ^{er} quartile	0,4
Médiane	0,6
Moyenne	1,0
3 ^{ème} quartile	1,1
9 ^{ème} décile	1,7
Maximum (34)	6,7
Ecart type	1,0



A fin 2013, deux départements enregistrent une fréquence cumulée supérieure à 5 ‰ sur la période considérée : l'Hérault (6,7 ‰) et le Gard (5,8 ‰).

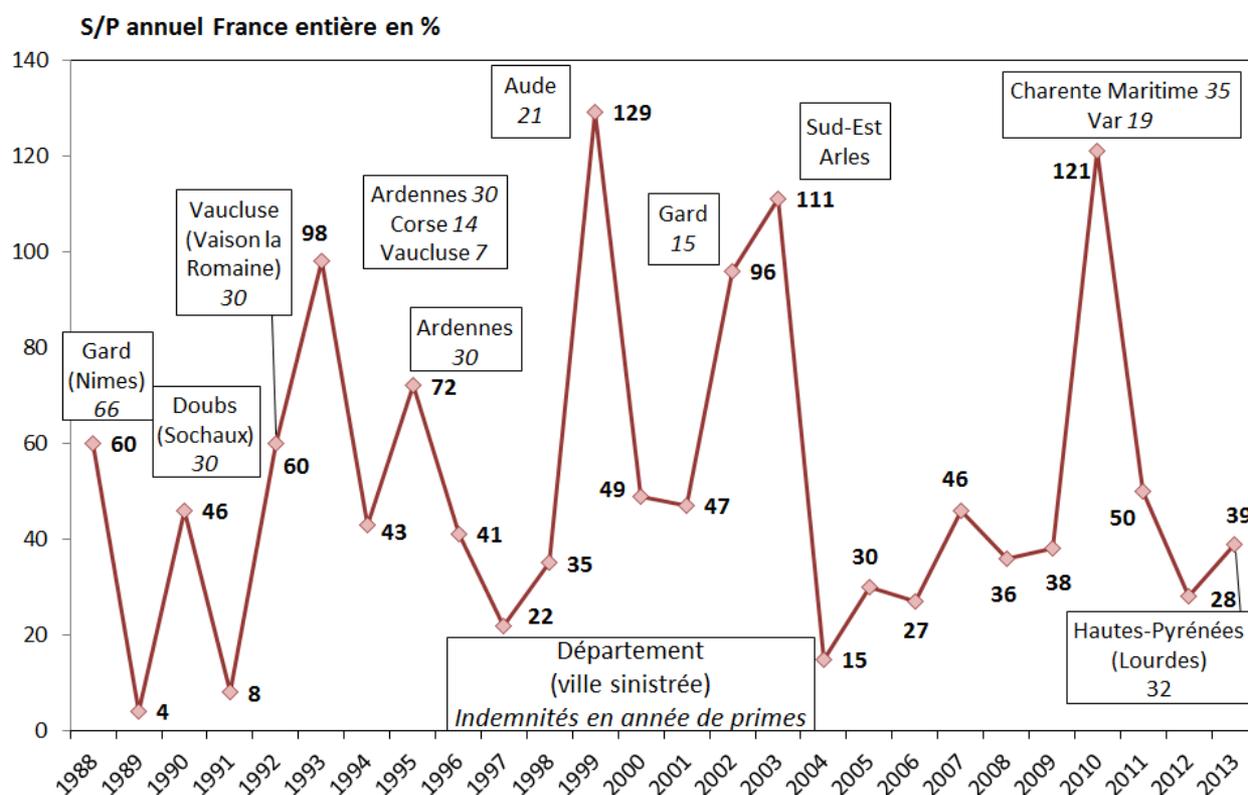
◆ Rapport S/P départemental cumulé 1988-2013

	Rapport S/P cumulé en %
Minimum (23)	1,7
1 ^{er} quartile	9,9
Médiane	15,2
Moyenne	40,4
3 ^{ème} quartile	39,4
9 ^{ème} décile	71,8
Maximum (30)	395,3
Ecart type	66,7



Sur la période 1988-2013, les départements les plus sinistrés en termes de rapport sinistres à primes sont le Gard et l'Hérault qui enregistrent un S/P supérieur à 300 %, tandis que les Ardennes, l'Aude, les Hautes-Pyrénées, le Vaucluse, la Corse et le Var ont un S/P compris entre 100 % et 300 %.

◆ Comparaison par rapport aux principaux événements (hors sécheresse) sur la période 1988-2013



Lecture : Les inondations de Nîmes en 1988 représentent 66 années de primes collectées dans le département du Gard. Le S/P national en 1988 s'établit à 60 %.

3.3. Historique des principaux événements catastrophes naturelles depuis 1988

Événements dont le coût estimé est supérieur à 100 M€ actualisés			Coût pour le marché national	
Régime d'assurance	Exercice de survenance	Désignation de l'événement	en M€	en M€ constants*
Cat Nat	1988	Inondations Nîmes/octobre	288	649
Cat Nat	1989 à 2002	Subsidence	2 820	5 135
Cat Nat	1990	Inondations de Besançon/février	150	316
Cat Nat	1992	Inondations Vaison la Romaine/septembre	240	471
Cat Nat	1993	Inondations Bouches du Rhone/septembre	130	245
Cat Nat	1993	Crues du Rhone/octobre	190	358
Cat Nat	1993-1994	Inondations du Nord/décembre-février	110	207
Cat Nat	1995	Inondations du Nord/ janvier-février	350	615
Cat Nat	1996	Séisme d'Annecy/juillet	60	103
Cat Nat	1999	Inondations del'Aude/novembre	290	474
Cat Nat	1999	Inondations Tempête Lothar et Martin/février	170	278
Cat Nat	2000	Inondations de Bretagne/décembre	70	110
Cat Nat	2002	Cyclone Dina - Réunion/janvier	90	134
Cat Nat	2002	Inondations du Gard/septembre	700	1 040
Cat Nat	2003	Inondations du Rhône/décembre	670	959
Cat Nat	2003	Subsidence	1 300	1 862
Cat Nat	2004-2010	Subsidence	1 010	1 249
Cat Nat	2005	Inondations Gard - Hérault/septembre	91	121
Cat Nat	2007	Cyclone Dean-Guadeloupe/août	190	227
Cat Nat	2008	Inondations du Centre-Est/novembre	160	182
Cat Nat	2010	Inondations Tempête Xynthia / février	745	815
Cat Nat	2010	Inondations du Var/juin	615	673
Cat Nat	2011	Inondations du sud de la France/novembre	215	225
Cat Nat	2011	Subsidence	800	837
Cat Nat	2012	Subsidence	250	255
Cat Nat	2013	Inondations du Sud-Ouest(Lourdes)/juin	270	270
Total	26		11 974	17 807

* coût en euros 2013 revalorisé par l'indice FFB
Source AFA (en gras dans le tableau) et CCR

A ce jour, l'événement le plus coûteux répertorié est la sécheresse exceptionnelle de l'année 2003 (1 862 M€) suivi des inondations de septembre 2002 dans le Gard (1 040 M€).

4. LES INONDATIONS

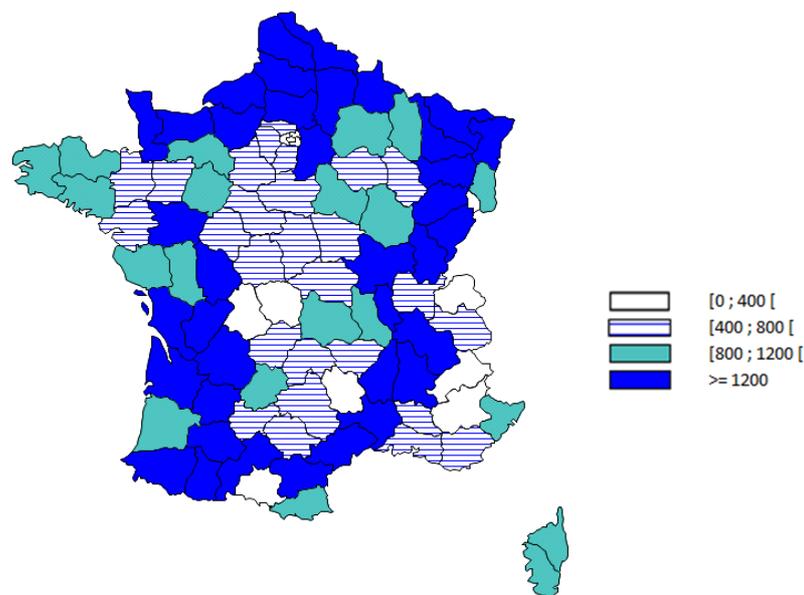
Dénombrement des communes sinistrées en inondation depuis 1982

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

- ♦ Répartition géographique du nombre de communes sinistrées par une inondation de 1982 à 2013

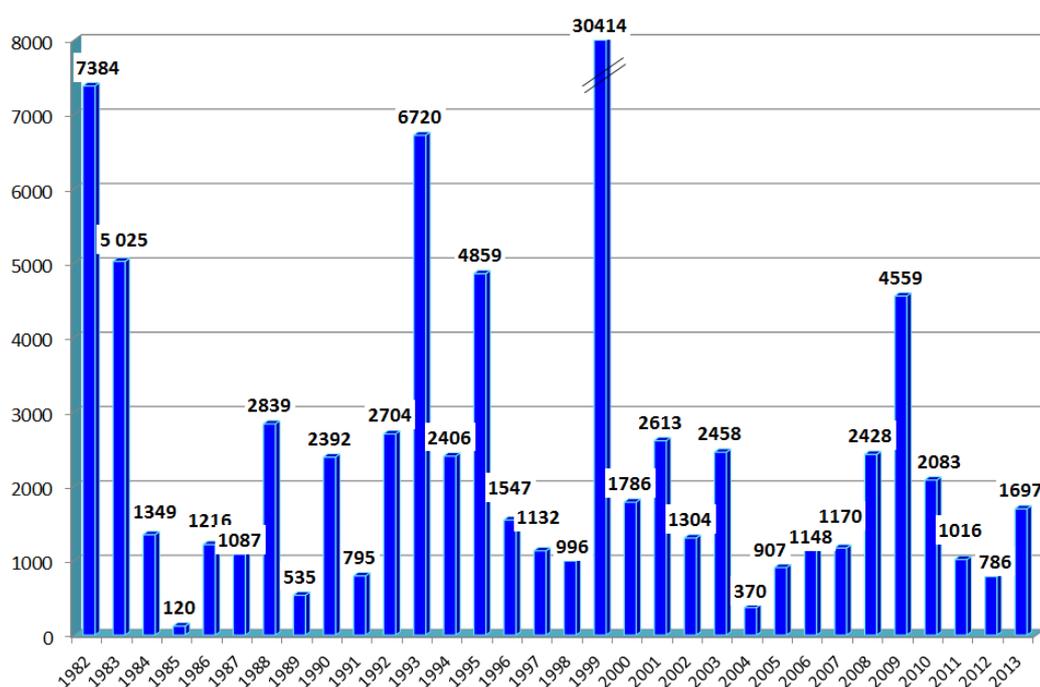
Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 31 mars 2015

	Nombre d'arrêtés par département
Minimum (75)	32
1 ^{er} quartile	549,0
Médiane	910,0
Moyenne	1 024,9
3 ^{ème} quartile	1 382,5
9 ^{ème} décile	1 799,4
Maximum (70)	2 863,0
Ecart type	600,8



En terme de nombres d'arrêtés inondations enregistrés depuis 32 ans, les communes du centre de la France apparaissent comme moins souvent concernées.

- ♦ Historique du nombre de communes sinistrées en inondation selon l'année de début de l'événement depuis 1982

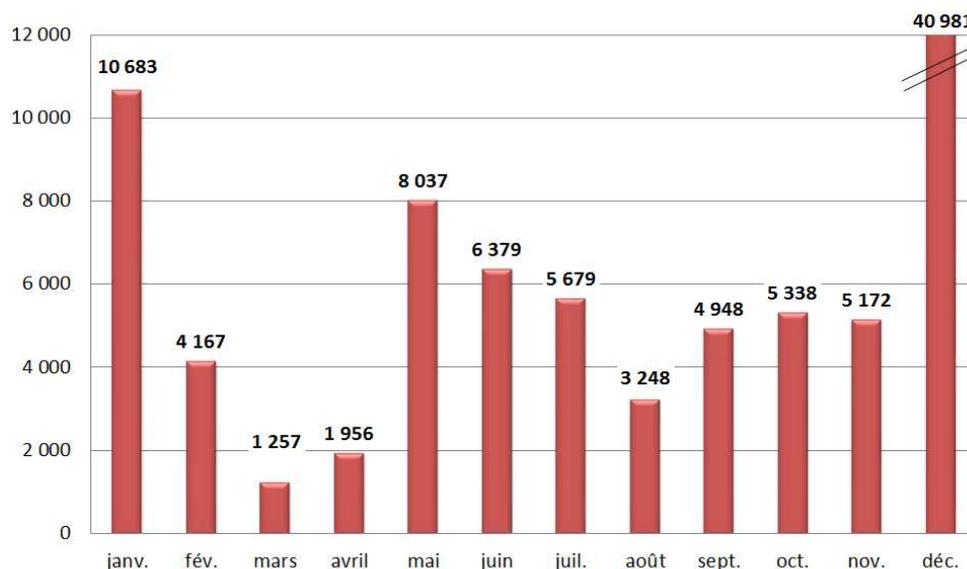


♦ Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement (cumul 1982-2013)

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêts parus.

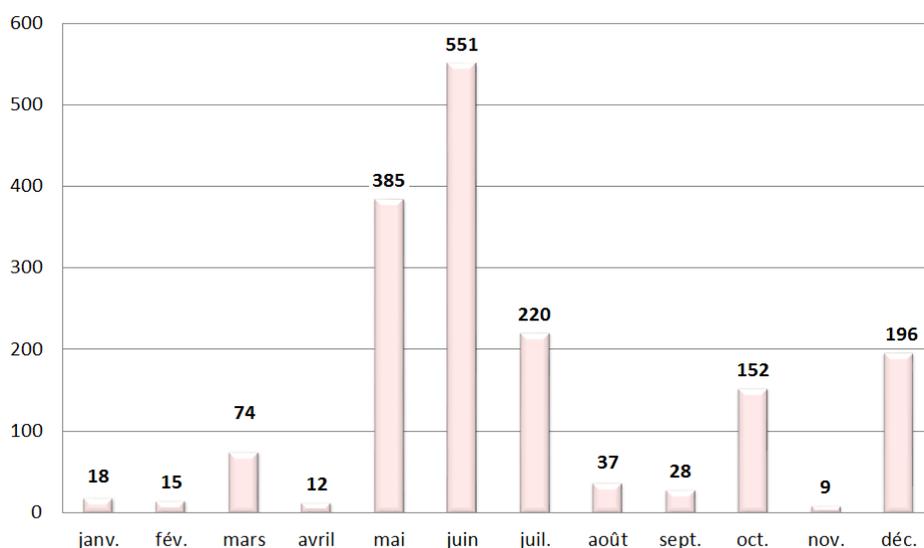
Les mois de décembre et janvier concentrent 52,8 % du nombre de communes sinistrées. La forte sinistralité observée au mois de décembre est due essentiellement aux années 1982 et 1999 (nombreuses inondations consécutives aux tempêtes), avec respectivement 6 122 et 27 989 communes sinistrées en inondation au cours du dernier mois de ces années.

A l'opposé, les mois de mars et avril ont été jusqu'à présent relativement épargnés par les inondations, regroupant 3,3 % des communes sinistrées.



♦ Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement en 2013

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêts parus.



L'année 2013 a vu la part des mois de mai et de juin augmenter : 936 communes ont été déclarées sinistrées essentiellement suite aux inondations survenues dans le centre-est en mai et dans le sud-ouest de la France en juin.

5. LA SECHERESSE

5.1. Données chiffrées

Un questionnaire spécifique permettant d'évaluer l'impact de la sécheresse dans le régime catastrophes naturelles est intégré à l'enquête. Vingt-trois sociétés ont répondu (totalement ou en partie), elles représentent 72 % des cotisations émises au titre des dommages aux biens des particuliers.

Nota : les évaluations effectuées ci-dessous reposent sur le nombre et le coût (paiements et provisions) des sinistres connus ; elles n'intègrent donc pas d'estimation concernant les IBNR. L'évaluation des exercices les plus récents est à considérer avec prudence car constituée principalement de provisions.

♦ Répartition des sinistres et du coût de la sécheresse par année de survenance vue à fin 2013

	Nombre de communes reconnues en catastrophes naturelles au titre de la sécheresse		Nombre* total de sinistres connus (en milliers)	Coût* de la sécheresse à fin 2013	
	Déclarées au 31/03/2015	Déclarées à fin 2013		en M€	en M€ 2013 ⁽¹⁾
1989	3 574	3 574	12,5	230	497
1990	393	393	36,8	355	748
1991	1 196	1 196	24,5	250	503
1992	1 041	1 041	23,0	180	353
1993	802	802	23,0	190	358
1994	102	102	8,6	70	128
1995	331	331	18,0	130	229
1996	582	582	37,7	360	618
1997	341	341	32,2	280	474
1998	555	555	44,1	320	531
1999	88	88	12,2	110	180
2000	63	63	6,0	60	95
2001	15	15	3,5	30	46
2002	698	698	25,4	255	379
2003	4 437	4 437	137	1 300	1 862
2004	106	106	4,4	40	54
2005	2 186	2 186	25,3	365	485
2006	326	326	7,5	135	169
2007	248	248	9,0	160	191
2008	136	136	4,0	55	62
2009	600	599	13,0	215	244
2010	103	103	2,6	40	44
2011	2 300	2 300	48,6	600	628
2012	650	591	11,0	100	102
2013	23	0	0	0	0
Ensemble	20 896	20 813	569,9	5 830	8 979

(1) Réévalué par l'indice FFB * Les évaluations des exercices 2003 à 2012 ont été revues par rapport à fin 2012

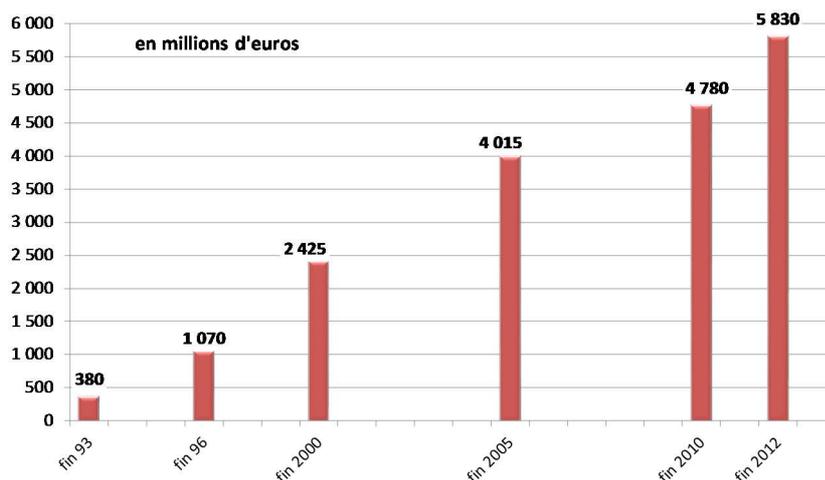
Par rapport à l'évaluation précédente, ce sont principalement les charges imputables à des sinistres sécheresse survenus en 2011 et 2012 qui ont été réévaluées : celles-ci s'établissent respectivement à 600 M€ et 100 M€ à fin 2013 mais pourraient in fine atteindre 800 et 250 M€.

Par ailleurs, l'exercice 2013 ayant été peu concerné par des épisodes de sécheresse, le coût pour cet exercice ne devrait pas dépasser 50 M€.

♦ *Evaluation du coût de la sécheresse entre fin 1993 et fin 2013*

L'alourdissement du coût de la sécheresse est de 210 millions d'euros en 2013 (après 580 M€ en 2012), ce qui porte le coût total à 5,8 milliards d'euros à la fin 2013.

Le coût moyen actualisé des sinistres concernés est de l'ordre de 15 755 € (tous exercices confondus).



Ainsi, à fin 2013, 33 % des indemnités catastrophes naturelles (paiements et provisions) versées depuis 1982 concernent des sinistres sécheresse (contre 12 % vu fin 1993).

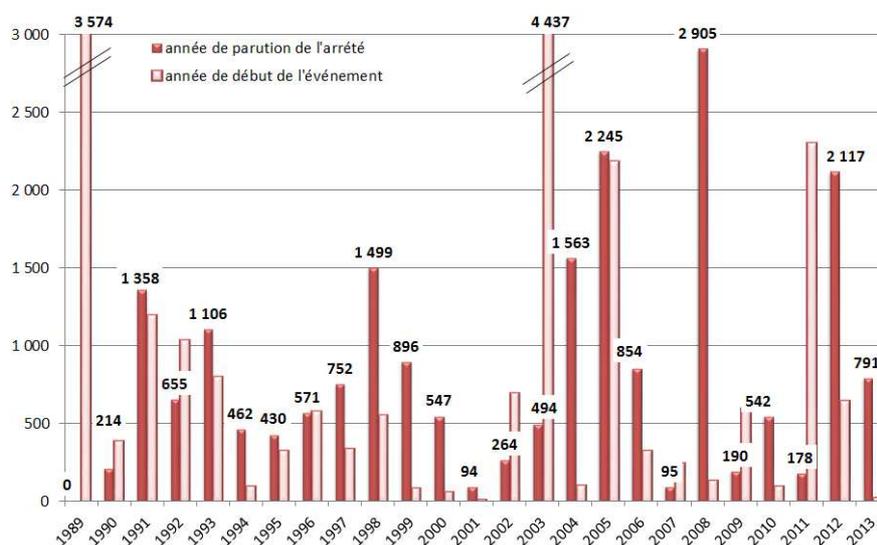
La partie suivante fournit des éléments qualitatifs concernant la sécheresse, issus des arrêtés catastrophes naturelles.

5.2. Les arrêtés sécheresse

Source : Journal Officiel – Arrêtés catastrophes naturelles (situation au 31/03/2015)

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

♦ *Historique du nombre de communes reconnues en catastrophes naturelles au titre de la sécheresse*



♦ *Répartition des communes sinistrées selon le nombre d'arrêtés sécheresse*

De 1988 à 2013, 20 822 arrêtés catastrophes naturelles par communes liés à la sécheresse sont dénombrés. Certaines communes ont été touchées plus d'une fois, ce qui ramène à 8 345 le nombre de communes différentes sinistrées (1 260 d'entre elles ont été touchées 5 fois ou plus).

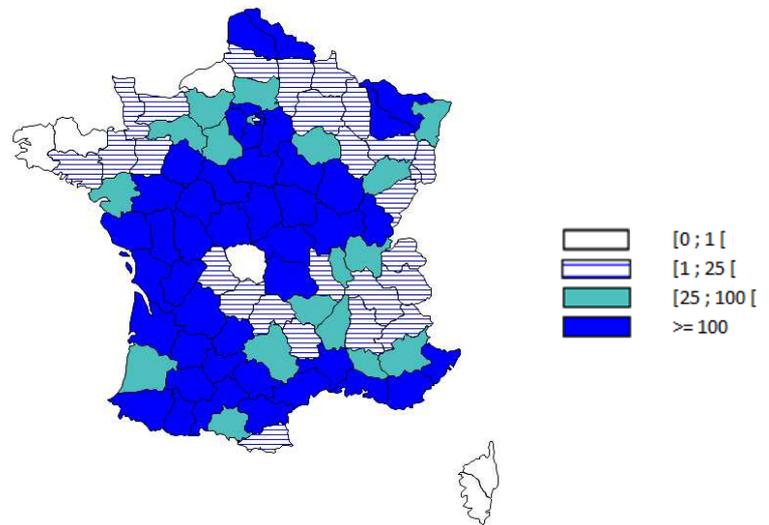
Nombre de fois touchées	Répartition (en %)	Nombre de communes
1	45,4	3 788
2	18,5	1 546
3	12,1	1 009
4	8,9	742
5 et +	15,1	1 260
Nbre de communes sinistrées	100	8 345

Lecture : 18,5 % des communes sinistrées sécheresse ont été touchées 2 fois exactement.

- ◆ Dispersion des départements suivant le nombre de communes sinistrées en sécheresse

	Nombre de communes sinistrées en sécheresse
Minimum (20, 22, 23, 29, 76)	0,0
1 ^{er} quartile	13,0
Médiane	96,0
Moyenne	220,1
3 ^{ème} quartile	239,5
9 ^{ème} décile	583,6
Maximum (31)	1 639,0
Ecart type	343,8

- ◆ Répartition en nombre des communes sinistrées en sécheresse par département depuis 1988

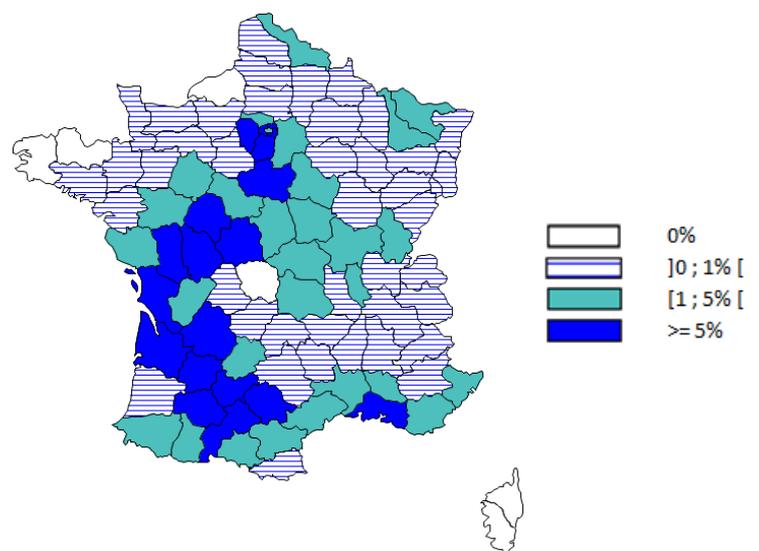


La moitié ouest de la France (à l'exception de la Bretagne) a été la plus exposée aux effets de la sécheresse. Une corrélation étroite s'observe entre la répartition des zones sinistrées et la présence à faible profondeur de formations argileuses riches en minéraux gonflants qui présentent de fortes variations de volume en cas de modification de la teneur en eau.

- ◆ Dispersion des départements suivant la fréquence* de la sécheresse

	Fréquence de la sécheresse en ‰
Minimum (20, 22, 23, 29, 76)	0,0
1 ^{er} quartile	0,1
Médiane	1,0
Moyenne	2,7
3 ^{ème} quartile	3,7
9 ^{ème} décile	8,7
Maximum (82)	19,2
Ecart type	3,8

- ◆ Fréquence* de la sécheresse par département



Le Tarn-et-Garonne a enregistré une proportion de communes sinistrées par la sécheresse supérieure à 15 %, suivis par le Val-de-Marne, le Gers, le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, et la Dordogne avec des fréquences* comprises entre 10 % et 15 %.

* La fréquence présentée ici est le rapport, pour chaque département, du nombre de communes touchées par un arrêté sécheresse de 1988 à 2013 (26 années) sur 26 fois le nombre de communes du département répertoriées.

6. RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2013, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2013 TOUS PERILS				RESULTATS 2013 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
01	AIN	0,5	12,1	19,2	5,4	0,0	0,9	0,1	0,9
02	AISNE	1,4	11,3	65,7	10,0	0,1	4,9	2,1	6,0
03	ALLIER	0,4	5,8	12,3	5,1	0,1	2,9	1,3	3,4
04	ALPES (HTE PROVENCE)	0,5	8,0	24,3	5,9	0,4	3,8	6,0	7,1
05	ALPES (HAUTES)	0,3	10,7	10,7	6,8	0,0	30,8	7,4	0
06	ALPES MARITIMES	1,2	13,9	52,2	8,7	0,2	13,8	7,9	15,2
07	ARDECHE	1,0	7,9	38,2	5,8	1,2	6,2	44,8	6,6
08	ARDENNES	4,8	17,3	285,5	9,4	0,5	3,2	3,9	3,3
09	ARIEGE	0,7	9,4	23,5	8,5	0,3	23,4	32,0	2,8
10	AUBE	0,3	21,4	7,8	5,3	3,1	39,4	86,7	5,5
11	AUDE	3,7	12,8	237,2	10,5	0,8	5,4	11,2	6,0
12	AVEYRON	0,8	11,8	46,4	5,7	0,1	2,1	0,8	2,1
13	BOUCHES DU RHONE	1,6	11,3	61,2	7,8	0,1	3,7	1,0	5,1
14	CALVADOS	1,0	8,5	30,8	6,4	2,8	7,3	94,8	5,3
15	CANTAL	0,4	6,7	8,5	4,8	0,0	16,2	1,5	16,2
16	CHARENTE	0,4	7,0	5,8	6,4	0,6	6,9	25,7	10,1
17	CHARENTE MARITIME	1,2	26,9	73,6	19,7	0,5	6,1	12,4	6,7
18	CHER	0,5	4,6	5,4	4,2	0,0	9,0	0,4	9,0
19	CORREZE	1,0	13,6	31,8	8,5	0,0	8,1	0,0	0
20	CORSE (Hte Corse et Corse du Sud)	2,3	15,9	112,3	9,5	0,6	16,8	10,9	5,5
21	COTE D'OR	0,5	6,1	9,4	5,3	5,0	6,2	122,6	5,8
22	COTES D'ARMOR	0,4	8,0	11,7	5,1	0,0	7,9	1,8	8,8
23	CREUSE	0,1	4,6	1,7	3,6	0	0	0	0
24	DORDOGNE	1,6	5,6	27,4	5,2	0,1	3,7	1,1	4,0

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2013, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2013 TOUS PERILS				RESULTATS 2013 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
25	DOUBS	1,1	17,1	38,2	5,5	0,0	2,0	0,1	2,0
26	DROME	1,5	8,7	49,3	6,2	1,6	8,6	56,8	7,9
27	EURE	0,9	5,8	19,0	5,1	0,2	4,1	2,3	3,8
28	EURE ET LOIR	0,6	6,6	12,0	5,6	0,2	7,0	11,8	12,0
29	FINISTERE	0,7	15,1	40,7	8,4	0,3	8,6	15,9	5,5
30	GARD	5,8	15,2	395,3	9,8	0,1	4,6	0,3	5,4
31	GARONNE (HAUTE)	0,9	10,8	35,8	8,7	2,6	23,0	235,4	17,0
32	GERS	0,9	5,7	26,5	5,5	0,8	10,2	27,3	7,7
33	GIRONDE	0,9	9,1	25,8	8,0	4,6	6,3	107,1	5,8
34	HERAULT	6,7	12,0	320,1	7,2	0,1	6,9	2,0	9,2
35	ILLE ET VILAINE	0,4	9,4	12,0	6,3	0,2	14,1	4,3	5,7
36	INDRE	0,3	5,6	7,0	5,2	0,1	1,6	0,4	1,6
37	INDRE ET LOIRE	0,4	7,0	9,9	6,6	0,6	7,2	17,7	8,9
38	ISERE	0,5	12,7	19,4	8,1	0,2	8,6	4,9	5,8
39	JURA	0,5	6,3	8,6	3,8	0,1	6,7	1,8	8,3
40	LANDES	0,3	5,8	7,2	4,3	0,6	10,6	30,6	5,6
41	LOIR ET CHER	0,5	5,6	9,5	5,3	0,2	8,0	5,6	6,0
42	LOIRE	0,5	8,1	15,9	5,2	0,0	4,9	1,9	1,9
43	LOIRE (HAUTE)	0,6	20,1	69,0	5,5	0,0	3,2	0,2	4,5
44	LOIRE ATLANTIQUE	0,3	19,6	10,1	5,1	0,2	8,1	12,8	5,4
45	LOIRET	0,3	5,7	10,5	6,3	0,2	5,6	5,5	4,2
46	LOT	1,3	9,8	39,7	5,2	0,0	1,6	0,3	1,6
47	LOT ET GARONNE	1,9	6,5	42,4	6,2	0,5	6,5	12,6	6,9
48	LOZERE	1,4	12,2	65,7	6,7	0	0	0	0

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2013, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2013 TOUS PERILS				RESULTATS 2013 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
49	MAINE ET LOIRE	0,5	8,4	14,1	7,9	0,0	20,1	6,4	24,1
50	MANCHE	0,4	6,3	10,9	4,7	0,3	5,4	5,6	4,3
51	MARNE	0,4	7,2	9,4	6,1	0,1	4,4	0,8	4,0
52	MARNE (HAUTE)	0,5	6,7	14,7	5,7	1,7	8,6	67,9	9,2
53	MAYENNE	0,4	5,5	4,9	3,9	0,2	3,1	2,2	2,5
54	MEURTHE ET MOSELLE	1,2	7,7	14,5	5,8	0,1	2,2	0,4	2,3
55	MEUSE	0,9	5,0	13,9	3,2	0	0	0	0
56	MORBIHAN	0,4	6,2	11,2	4,9	0,2	10,2	9,9	6,1
57	MOSELLE	0,6	8,6	5,3	5,0	0,1	3,5	0,2	1,7
58	NIEVRE	0,4	5,7	9,8	4,9	0,1	0,4	0,1	0,3
59	NORD	0,6	6,6	13,1	5,3	0,0	3,3	0,2	2,6
60	OISE	1,0	11,8	44,0	9,8	0,1	2,5	1,0	2,8
61	ORNE	0,4	11,4	6,7	4,1	0,1	8,3	3,1	5,1
62	PAS DE CALAIS	0,9	6,8	21,3	5,6	0,1	6,3	4,4	6,1
63	PUY DE DOME	0,5	7,5	20,1	6,5	0,2	4,4	1,8	5,6
64	PYRENEES ATLANTIQUES	0,9	11,2	37,2	8,4	1,3	15,1	70,5	14,0
65	PYRENEES (HAUTES)	0,8	51,1	243,6	11,3	7,9	89,9	3155,2	20,3
66	PYRENEES ORIENTALES	1,4	8,8	64,0	5,7	0,8	26,4	148,2	11,5
67	RHIN (BAS)	0,6	5,4	2,7	4,1	0,0	1,2	0,1	0,6
68	RHIN (HAUT)	0,5	6,9	3,3	5,4	0,1	5,7	3,1	3,4
69	RHONE	0,6	10,6	14,5	6,9	0,1	6,2	1,6	2,0
70	SAONE (HAUTE)	0,8	8,2	13,4	4,2	0,3	6,0	7,2	8,2
71	SAONE ET LOIRE	0,5	6,4	10,0	4,7	0,1	6,6	2,3	4,0
72	SARTHE	0,6	8,0	15,2	7,0	0,1	6,4	1,6	5,9

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2013, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2013 TOUS PERILS				RESULTATS 2013 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
73	SAVOIE	0,3	8,8	11,4	5,8	0,1	2,7	1,1	2,3
74	SAVOIE (HAUTE)	1,7	7,1	35,6	5,8	0,1	7,0	3,2	9,1
75	PARIS	0,4	13,3	7,2	8,8	0,0	10,4	0,5	6,6
76	SEINE MARITIME	1,1	9,0	40,5	6,7	0,1	4,6	0,9	3,6
77	SEINE ET MARNE	0,6	8,9	13,2	7,9	0,4	4,3	7,4	4,5
78	YVELINES	0,3	9,5	7,3	9,5	0,0	5,5	1,4	9,5
79	SEVRES (DEUX)	0,3	7,8	3,6	6,0	0,1	19,6	7,2	22,9
80	SOMME	1,0	9,6	30,8	9,0	0,2	4,6	2,8	4,1
81	TARN	1,8	14,9	86,1	7,3	1,1	5,6	14,1	5,2
82	TARN ET GARONNE	1,6	9,6	68,2	7,7	0,3	7,5	11,3	9,6
83	VAR	2,1	14,6	102,9	9,8	0,1	40,7	0,5	3,1
84	VAUCLUSE	2,6	14,7	146,0	10,7	0,0	10,8	0,1	3,2
85	VENDEE	0,6	24,3	39,0	24,8	0,1	2,5	0,8	2,0
86	VIENNE	0,6	5,8	7,0	5,4	0,5	6,3	25,8	5,5
87	VIENNE (HAUTE)	0,3	16,5	17,7	9,2	0,1	2,3	1,1	2,6
88	VOSGES	1,0	10,1	14,5	4,1	0,1	1,8	0,6	1,9
89	YONNE	0,6	6,5	9,2	5,8	2,0	7,0	48,9	8,1
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1,1	9,6	12,9	5,5	0,1	3,4	1,2	1,0
91	ESSONNE	0,7	8,0	12,6	7,6	0,6	3,4	6,2	4,0
92	HAUTS DE SEINE	0,5	11,7	13,6	6,4	0,1	2,7	0,4	2,8
93	SEINE ST DENIS	1,0	6,8	20,3	6,4	4,9	4,2	74,4	5,0
94	VAL DE MARNE	0,6	7,2	9,1	7,4	0,4	4,2	6,4	5,1
95	VAL D'OISE	0,7	10,6	21,2	7,0	0,2	8,2	8,0	2,4



ANNEXES

(Tous les montants sont exprimés en euros)

1. LES RESULTATS COMPTABLES ET TECHNIQUES

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACPR n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des primes du marché national.

▪ Evolution des cotisations (en millions d'euros)

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾
Cotisations (primes nettes)	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Variations (en %)	--	--	--	+ 12,5	+ 3,5	+ 5,6	+ 5	+ 3,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 5,3	+ 3,4	+ 10,3

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(r)	2013
Cotisations ACPR ⁽¹⁾ (primes nettes)	747	773	766	763	777	965	995	1 096	1 165	1 213	1 237	1 244	1 270	1 293	1 282	1 300	1 364	1 424	1 453
Variations (en %)	+ 2,5	+ 3,5	- 0,9	- 0,4	+ 1,8	+ 24,2	+ 3,1	+ 10,2	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 4,4	+ 2,0

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008(r)	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisations extrapolées ⁽²⁾ (primes nettes)	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	1 418	1 486	1 520
Variations (en %)	+ 4,8	+ 3,5	- 0,8	- 0,1	+ 1,9	+ 25,0	+ 4,4	+ 9,4	+ 8,9	+ 3,7	+ 2,4	- 0,2	+ 2,0	+ 2,1	- 2,8	+ 1,0	+ 5,0	+ 4,8	+ 2,3

(2) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

▪ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	53,4	62,5	71,0	70,3	66,2	55,5	44,4	45,3	44,1	42,3	43,0	45,2	47,1	48,9	51,3	43,9

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	46,1	46,6	57,9	57,6	56,7	62,3	61,3	58,0	59,3	59,8	58,0	58,6	55,4	57,0	56,9	55,3

▪ Les provisions d'égalisation (en millions d'euros, à la clôture de l'exercice inventorié)

Source : états comptables A1/C1 et rapport de la CCR

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Assureurs directs	156	199	310	324	347	301	195	249	284	367	427	393	254
CCR	338	394	416	467	483	525	499	406	349	300	310	230	155
Ensemble	494	593	726	791	831	826	694	655	633	667	738	623	409

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Assureurs directs	313	344	301	294	291	301	255*	241	246	240	156	158	167	204
CCR	261	426	591	340	418	531	900	1 271	1 697	2 026	1 932	2 259	2 512	2 559
Ensemble	574	770	892	634	708	832	1 155	1 512	1 943	2 266	2 088	2 417	2 679	2 763

* Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€. Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-1995)

▪ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables A1

<i>En millions d'euros</i>	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
RESSOURCES														
Primes nettes	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729	764
Produits Financiers	4	8	10	11	15	22	33	42	39	46	54	56	53	41
CHARGES														
Prestations et frais ⁽¹⁾	3	317	132	36	26	84	280	188	234	99	339	548	742	658
Dotations aux provisions ⁽²⁾	173	-6	-98	-35	8	89	146	-211	64	155	232	355	-288	56
<i>Sous- total sinistres</i>	<i>176</i>	<i>311</i>	<i>34</i>	<i>1</i>	<i>34</i>	<i>173</i>	<i>426</i>	<i>-23</i>	<i>298</i>	<i>254</i>	<i>571</i>	<i>903</i>	<i>455</i>	<i>714</i>
<i>Sous- total chargements</i>	<i>9</i>	<i>35</i>	<i>99</i>	<i>113</i>	<i>122</i>	<i>131</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>154</i>	<i>172</i>	<i>165</i>	<i>164</i>	<i>171</i>	<i>128</i>
REASSURANCE														
Primes acquises aux réassureurs	47	197	303	338	330	291	245	260	265	257	275	299	343	373
Part des réassureurs dans les charges ⁽³⁾	146	347	93	74	92	164	269	49	195	150	303	524	293	474
<i>Solde de réassurance⁽⁴⁾</i>	<i>-99</i>	<i>-150</i>	<i>210</i>	<i>264</i>	<i>238</i>	<i>127</i>	<i>-24</i>	<i>211</i>	<i>70</i>	<i>107</i>	<i>-28</i>	<i>-225</i>	<i>51</i>	<i>-100</i>
Dotations aux provisions d'égalisation ⁽⁵⁾	-1	2	-43	-43	-53	-71	-50	-114	-20	-26	43	106	-58	22
Résultat technique	35	-4	48	69	55	44	-3	169	96	92	27	-15	44	56

(1) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(2) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(3) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(4) Primes acquises aux réassureurs – part des réassureurs dans les charges

(5) Dotations aux autres provisions techniques

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE DEPUIS 1996

▪ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables C1

En millions d'euros	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total depuis 1982
RESSOURCES																			
Primes nettes ⁽¹⁾	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	1 418	1 486	1 520	28 822
Produits Financiers	40	54	75	115	109	85	50	65	75	76	102	93	81	60	65	48	46	61	1 735
CHARGES																			
Prestations et frais ⁽²⁾	451	336	409	515	853	627	817	707	901	470	494	631	691	708	1 432	677	605	574	15 585
Dotations aux provisions ⁽³⁾	83	178	494	543	-471	-144	40	638	-379	396	-108	60	21	-130	13	-32	153	45	2 041
<i>Sous-total sinistres</i>	535	514	903	1 058	382	484	857	1 345	522	867	386	691	712	577	1 444	645	758	619	17 626
<i>Sous- total chargements</i>	139	141	138	148	174	184	194	191	215	218	209	210	237	227	230	233	244	245	5 313
REASSURANCE																			
Primes acquises réassureurs	406	344	362	372	578	600	647	774	793	767	784	806	798	784	748	809	846	841	15 883
Part des réassureurs dans les charges ⁽⁴⁾	302	277	520	708	180	243	595	821	301	449	193	415	359	301	835	298	404	278	10 650
<i>Solde de réassurance ⁽⁵⁾</i>	103	67	-158	-335	399	358	52	-47	492	318	591	391	439	483	-87	511	442	563	5 234
Dotations aux provisions d'égalisation ⁽⁶⁾	64	65	-36	-144	63	28	-38	-3	-21	+30	+23	-14	4	0	-81	0	15	36	-314
Résultat technique	50	120	-25	23	114	91	62	-204	118	-22	+227	134	59	100	-188	51	68	138	1 628

(1) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

(2) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(3) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(4) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(5) Primes acquises aux réassureurs – part des réassureurs dans les charges

(6) Dotations aux autres provisions techniques

▪ Evolution du coût global (en millions d'euros) par exercice de survenance

Source : états comptables B10/C10

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels n'intègrent pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les charges sont alors estimées à 100 % du marché à partir du rapport S/P des états C10.

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998
1 ^{ère} année	370	310	24	14	39	151	367	27	267	53	361	654	305	580	340	210	335
5 ^{ème} année	345	325	24	15	55	200	335	163	584	217	485	698	380	710	690	470	455

VU FIN DE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total depuis 1982
1 ^{ère} année	1 030	490	490	1 095	1 380	195	395	355	615	500	515	1 635	710	420	590	14 822
5 ^{ème} année*	805	420	385	1 200	2 250	170	555	315	640	500	480	1 440	1 180	470	590	17 551

* Fin de 5^{ème} année ou dernier état connu

▪ « Triangle » des rapports sinistres à primes (en %)

Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1 ^{ère} année	421	99	6	3	8	30	70	5	46	9	58	100	42	76	43	27
2 ^{ème} année			6	3	13	39	65	12	73	18	72	104	47	86	63	54
3 ^{ème} année			6	3	12	37	62	18	89	29	74	104	49	90	84	61
4 ^{ème} année			6	3	11	36	62	24	99	36	77	108	48	95	88	60
5 ^{ème} année	391	102	6	3	12	38	59	29	105	39	81	111	52	93	87	60

VU FIN DE	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1 ^{ère} année	43	129	49	47	96	111	15	30	27	46	36	38	121	50	28	39
2 ^{ème} année	55	114	49	42	96	136	12	25	24	47	41	31	117	80	32	
3 ^{ème} année	54	106	43	39	102	170	12	31	25	48	40	36	108	83		
4 ^{ème} année	57	101	42	38	106	173	13	41	24	47	37	36	107			
5 ^{ème} année	58	101	42	37	105	181	13	42	24	47	36	36				

▪ Part des paiements effectués dans l'ensemble de la charge des sinistres

Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998
1 ^{ère} année	39	28	27	28	43	33	67	21	42	22	38	60	37	22	11
2 ^{ème} année	85	84	81	80	90	56	58	45	79	82	77	80	52	37	32
3 ^{ème} année	95	94	94	92	96	51	69	60	85	88	84	84	57	50	46
4 ^{ème} année	97	98	97	97	98	62	80	70	90	90	87	87	69	63	61
5 ^{ème} année	99	99	98	99	99	72	86	78	91	92	84	89	78	77	71
6 ^{ème} année													80	78	76

VU FIN DE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1 ^{ère} année	15	18	30	43	11	10	14	10	26	22	18	58	10	19	31
2 ^{ème} année	72	59	68	77	48	45	39	39	56	64	45	79	24	32	
3 ^{ème} année	82	76	80	80	48	56	36	42	64	74	47	89	33		
4 ^{ème} année	90	83	89	84	57	59	35	52	74	84	59	93			
5 ^{ème} année	92	87	93	89	67	64	49	62	81	90	73				
6 ^{ème} année	92	85	92	91	76	61	62	76	86	93					

2. HISTORIQUE DES FREQUENCES DES SINISTRES PAR CATEGORIE D'ASSURES

Source : Enquête AFA

Les chiffres ci-après sont observés en fin de 1^{ère} année

Fréquence en ‰	1982*	1983*	1984*	1985*	1986*	1987*	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Particuliers	10,2	6,1	0,2	0,1	0,5	4,4	1,4	0,3	1,0	0,3	1,3	2,5	1,2	1,8	1,2	0,8
Entreprises ⁽¹⁾	12,5	10,0	0,6	0,4	0,9	6,2	3,6	0,6	2,2	0,4	3,2	4,4	2,0	3,8	1,7	1,2
Agricoles	68,8	14,2	0,3	0,3	0,7	31,6	1,6	2,5	0,8	0,4	1,7	3,0	1,8	2,3	1,7	1,0
Ensemble	12,5	6,7	0,3	0,1	0,5	5,3	1,6	0,4	1,2	0,3	1,5	2,7	1,3	2,1	1,3	0,9

Fréquence en ‰	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Particuliers	1,1	3,1	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,5	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7
Entreprises ⁽¹⁾	1,7	5,2	3,9	1,5	}2,1											
Agricoles	1,9	7,0	0,4	nd		2,2	0,5	0,7	0,2	0,8	0,6	0,6	1,7	1,1	0,4	0,7
Ensemble	1,2	3,5	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7

* Pour ces années, la chronique des fréquences inclut la sinistralité tempête.

(1) A partir de 2001 les entreprises regroupent l'ensemble des professionnels (y compris agricoles).

